

## Avant-propos : Désaxer les modèles du vote

L'article qui suit est novateur à plus d'un titre. On peut déjà mettre en avant les résultats que les auteurs exposent sur la montée en puissance électorale des enjeux culturels sur un cas bien particulier, les Pays-Bas, longtemps considéré dans la littérature de politique comparée comme le pays européen le plus tolérant en matière d'immigration ou d'hédonisme. Ici se donnent à voir la « fin du consensus multiculturel » néerlandais (Sniderman, Hagedorn, 2007) et ses conséquences sur la montée de l'extrême droite dans les années 2000. Surtout ce qu'on peut et doit retenir tient au modèle proposé pour l'explication à la fois des évolutions du vote de classe et de la montée de la « nouvelle politique » (Kitschelt, 1995) et notamment celle de l'extrême droite. L'argument principal des auteurs a trait à l'explication de la fin de la « politique de classe » qui, loin d'avoir été remplacée par d'autres clivages sociaux, aurait pourtant perduré, mais serait désormais « enterrée vivante » à la fois par la montée des enjeux culturels et les transformations de l'offre politique.

Cet article permet ainsi de réinterpréter nombre des débats qui ont animé la sociologie électorale française dans les deux dernières décennies. Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause les analyses empiriques et les résultats obtenus par les équipes françaises mais plutôt de montrer combien cet article en désaxant le regard sociopolitique permet de mieux rendre compte des évolutions qu'on constate dans l'Hexagone.

Il en va ainsi de l'évolution politique des classes populaires en général et des ouvriers en particulier. Il fut un temps où en France, comme dans nombre d'autres démocraties occidentales, le modèle explicatif le plus courant des comportements électoraux était celui du vote de classe (voir notamment Michelat et Simon, 1977), avec des niveaux remarquables de survote à gauche de la part des cols bleus. Ainsi, au 1<sup>er</sup> tour des présidentielles de 1974 et 1981 presque 2/3 des ouvriers choisissaient la gauche quand en 2002 et 2007, ils ne se distinguent plus du reste de la population (voir Gougou, 2007). Les raisons de ce mouvement ont été cherchées dans différentes directions, parmi lesquelles les plus marquantes sont la rupture d'avec la gauche de gouvernement et le changement social. Le divorce avec les classes populaires a été reproché à Lionel Jospin en 2002, mais cette critique peut être retracée jusqu'au choix de la rigueur de 1983 et le ralliement au marché qui s'ensuivit (Rey, 2004). Pour d'autres, on doit cette évolution aux mutations de la condition ouvrière (voir notamment Boy,

Mayer, 1997) : précarisation et atomisation des conditions de travail, restructuration industrielle seraient autant de facteurs qui auraient érodé la « conscience de classe », l'élément structurant de la fidélité ouvrière à la gauche. Au-delà, on peut aussi noter l'idée de moyennisation de la condition ouvrière (Fourastié, 1979), qui aurait rendu moins prégnantes les inégalités sociales et leurs traductions électorales, dans une interprétation que ne nierait pas le Ronald Inglehart des années 1980.

Il en va aussi de l'irruption des enjeux culturels dans la sphère électorale. Déjà dans les années 1970 et avant, plusieurs sociologues des valeurs avaient noté cette tension face aux enjeux tels que l'immigration ou la libéralisation des mœurs (Girard *et al.*, 1971). Mais cette tension ne va commencer à intéresser les spécialistes du vote qu'avec l'irruption du FN, notamment à partir de 1988. Ainsi, Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth démontrent les tensions entre (anti)libéralisme économique et (anti)libéralisme culturel (Grunberg, Schweisguth, 1990) qui vont aboutir à la notion de tripartition électorale gauche/droite/extrême droite (Grunberg, Schweisguth, 1997) fondée à la fois sur les anciens enjeux gauche-droite (école, redistribution, rôle de l'État dans l'économie) et sur une nouvelle dimension autour de l'universalisme, l'immigration ou le libéralisme sexuel. Pierre Martin démontre à rebours que cette tripartition est en fait devenue le nouvel ordre électorale caractérisant la compétition politique française dès 1984 (Martin, 2000).

La question qui domine alors est celle de la primauté de la « nouvelle » dimension culturelle sur la dimension « traditionnelle » socioéconomique, dans un schéma explicatif se raccrochant à la révolution silencieuse postmatérialiste de Ronald Inglehart. C'est ainsi qu'à partir de l'enquête postélectorale de 1997, Jean Chiche et ses collègues caractérisent une dimension « ouverte/fermée » qui serait devenue « la dimension qui structure le plus les oppositions internes de l'électorat français [...] ». Ce n'est qu'ensuite qu'apparaissent les dimensions plus classiques du « social » et de l'« économie », qui, depuis des décennies, façonnaient l'espace politique français en sous-tendant les oppositions gauche-droite » (Chiche *et al.*, 2000, p. 470).

Une fois brossé ce (bref) panorama empirique du cas français, on ne peut qu'être frappé par le modèle explicatif proposé par Achtenberg et Houtman, son principe de parcimonie et son potentiel d'application dans l'Hexagone. Plutôt que de jouer une dimension contre l'autre, les auteurs considèrent que les deux, la socioéconomique comme la culturelle, continuent de peser

dans les urnes, à ceci près que l'offre politique et son évolution centripète sur la première laissent désormais plus de place à l'expression de la seconde. En cela, le culturel aurait « enterré vivant » les racines normatives (égalité de revenu et de redistribution) du vote de classe. Comment ne pas y voir un parallèle avec les études sociologiques du vote FN qui ont noté l'apparition dans les années 1990 des gauchois-lepénistes (Perrineau, 1995) ou des ouvrier-lepénistes (Mayer, 2002), ces cols-bleus qui laissent d'abord s'exprimer leur rejet de l'immigration alors même qu'ils sont toujours en demande de redistribution et de plus d'égalité économique ? Les auteurs proposent également une typologie du système politique néerlandais mettant aux prises quatre pôles — ancienne gauche et nouvelle gauche, ancienne droite et nouvelle droite —, comment ne pas de nouveau être saisi par la similarité avec les résultats empiriques appuyant la tripartition de l'offre électorale française ? À ceci près que la nouvelle gauche française paraît moins puissante que son homologue néerlandaise.

Reste que le dialogue entre ces deux cas empiriques peut aussi aller à rebours. Ainsi, la dernière élection présidentielle française de 2007 pourrait marquer une rupture sociopolitique, autre que celle proclamée par celui qui l'a emportée. D'abord, elle a vu une décroissance de l'influence du FN (Mayer, 2007) qui semble se poursuivre depuis. Ensuite, l'élection de Nicolas Sarkozy ne marque pas une « droitisation de l'électorat », bien au contraire, puisque jamais celui-ci n'a été aussi marqué par le libéralisme culturel et n'avait pas depuis longtemps été aussi en demande de gauche traditionnelle (Schweisguth 2007 ; Tiberj, 2008). Ce qui a permis la victoire de la droite tient à ce que son candidat a su faire la synthèse entre ancienne et nouvelle droite, entre conservatisme sociétal et libéralisme économique, permettant, pour l'heure, de l'emporter. En cela, on peut se demander si la contradiction entre les deux dimensions de valeurs n'est pas en phase de résolution en France entre un pôle social-libertaire incarné par la gauche et ce nouveau pôle réuni à droite (Gougou, Tiberj, à paraître). Est-ce parce que le cas français a connu une extrême droite puissante bien avant les Pays-Bas, ou bien doit-on y voir un effet des modes de scrutin ? Quelle incidence cette « nouvelle donne » aura-t-elle sur la politique de classe et les prochains alignements électoraux ? Voilà un agenda de recherche pour les années à venir.

## Bibliographie

- Boy D., Mayer N.** (1997), « Que reste-t-il des variables lourdes ? », in Boy D., Mayer N. (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 101-138.
- Chiche J., Le Roux B., Perrineau P., Rouanet H.** (2000), « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », *Revue française de science politique*, 50(3), juin, p. 463-487.
- Flanagan S. & Inglehart R.** (1987), « Value change in industrial societies », *American political science review*, vol. 81, n° 4, décembre, p. 1289-1319.
- Fourastié J.** (1979), *les Trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard.
- Girard A. et al.** (1971), « Attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère », *Population*, n° 5, p. 827-863.
- Gougou F.** (2007), « Les mutations du vote ouvrier sous la V<sup>e</sup> république », *Nouvelles Fondations*, n° 5, p. 15-20.
- Gougou F., Tiberj V.** (à paraître), « Les électeurs du Parti socialiste : sociologie de l'électorat d'un parti en reconversion (1981-2007) », in Lefebvre R. et Sawicki (dir.).
- Grunberg G., Schweisguth E.** (1997), « Vers une tripartition de l'espace politique », in Boy D., Mayer N. (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 179-219.
- Grunberg G., Schweisguth E.** (1990), « Libéralisme culturel, libéralisme économique », in CEVIPOF *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 45-69.
- Kitschelt H.** (1995), *The Radical Right in Western Europe: a Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Martin P.** (2000), *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisités*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Mayer N.** (2002), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion.
- Mayer N.** (2007), « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat, Le Pen », *Revue française de science politique*, 57(3-4), juin-août, p. 429-445.
- Michelat G. & Simon M.** (1977), *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po/ Éditions sociales.
- Perrineau P.** (1995), « La dynamique du vote, Le Pen : le poids du gauchois-lepénisme », in Perrineau P., Ysmal C. (dir.), *Le Vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 243-262.
- Rey H.** (2004), *la Gauche et les classes populaires : histoire et actualité d'une mésentente*, Paris, La Découverte.
- Schweisguth E.** (2007), « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57(3), juin, p. 393-410.
- Sniderman P., Hagendoorn L.** (2007), *When Ways of Life Collide: Multiculturalism and Its Discontents in the Netherlands*, Princeton, Princeton University Press.
- Tiberj V.** (2008), *La Crispation hexagonale : France fermée contre France plurielle 2001-2007*, Paris, Plon.

Vincent Tiberj\*\*\*

\*\*\* Chercheur/Senior Research Fellow — CEE-Sciences Po — 27 rue Saint-Guillaume — F-75007 Paris — vncnt.tiberj@sciences-po.fr